

# LA PALESTINIENNE SOUS OCCUPATION

Pour la Palestine, n°7, 3<sup>e</sup> trimestre 84

Maysoun Wahaydi, avec qui Jean-François Legrain a eu un long entretien lors d'un voyage à Ramallah, en Cisjordanie, où elle réside, est enseignante et écrivain. Elle rappelle ici la déjà longue histoire de l'organisation des femmes palestiniennes, depuis le premier congrès féminin palestinien tenu à Jérusalem en 1929.

**L**e combat de la femme palestinienne s'inscrit dans la lutte contre la triple oppression qu'elle subit, les inégalités de droits dues à son sexe, l'enfermement dans une société traditionnellement conservatrice en proie au sous-développement et l'occupation de son pays par une puissance étrangère.

• **De 1920 à 1948.** Lorsque le Mandat britannique fut proclamé en Palestine, les femmes de ce pays étaient encore plongées dans un monde quasi-médiéval. Tenues à l'écart de la vie active (surtout en ce qui concerne les citadines), elles se virent subitement projetées au-devant de la scène politique.

En 1929, eut lieu un soulèvement populaire à la suite de conflits opposant arabes palestiniens et juifs à propos du Mur des Lamentations que chacune des deux communautés revendiquait comme un de ses Lieux saints. L'Angleterre, puissance mandataire, intervint aux côtés des Juifs et la répression alors entraîna chez les Arabes plusieurs centaines de personnes tuées, blessées ou emprisonnées, sans compter les maisons détruites en guise de représailles. Devant le désastre qui frappa ainsi la communauté arabe, des femmes, bien que fortement minoritaires et pour la plupart issues de la classe bourgeoise éclairée, réagirent avec vigueur et s'engagèrent activement dans la lutte pour défendre leur patrie menacée. C'est ainsi que se tint le premier Congrès féminin palestinien en 1929 à Jérusalem, Congrès auquel participèrent 300 femmes venues de tous les coins du pays. Il y fut décidé que les femmes devaient dorénavant participer à la lutte politique et faire entendre leur voix. Elles établirent donc des relations suivies avec la Société des Nations à Genève à laquelle elles envoyèrent régulièrement des messages de protestation, ainsi qu'aux personnalités politiques britanniques de tous bords. De plus, une délégation de 14 femmes plaida à Jérusalem la cause palesti-



*Des femmes présentent une pétition au Haut-commissaire britannique à Haïfa, durant les émeutes de 1933.*

nienne devant le Haut Commissaire britannique. Il est à noter que parmi ces femmes, les musulmanes, d'habitude voilées, se présentèrent le visage découvert, établissant par ce geste un précédent qui fit par la suite école, basculant ainsi des traditions séculaires.

Dès lors les femmes palestiniennes ne cessèrent de participer à toutes les manifestations politiques et furent à l'origine de la convocation du premier Congrès féminin pan-arabe qui se tint au Caire avant 1948 et qui fut consacré, essentiellement, à la question palestinienne.

Dans les années trente, la lutte prit de l'ampleur, touchant les femmes des couches plus modestes, lesquelles soutinrent les guerrilleros en lutte contre les forces britanniques, les approvisionnant en vivres et armes, et secourant leurs blessés.

De la même manière, en 1948, des centaines de femmes participèrent aux combats qui, malheureusement, échouèrent et virent la déroute des Palestiniens et la création de l'Etat sioniste.

• **De 1948 à 1967 :** 1948 marque, bien sûr, le tournant dans la catastrophe qui anéantira le pays, entraînant l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens. Les femmes porteront alors leurs efforts sur un plan humanitaire, soulageant au maximum les souffrances de ceux qui, sans abri, se réfugièrent en Cisjordanie.

Au temps de l'administration jordanienne, les femmes participèrent également à la lutte politique et nombre d'entre elles connurent la détention et la prison. Raja' Abou Amacha y perdit la vie.

• **L'invasion israélienne de 1967.** Après l'invasion israélienne de la Cisjordanie et du secteur de Gaza en 1967, les associations en place eurent de nouveau pour tâche primordiale de pourvoir au plus pressé : l'hébergement, le ravitaillement et l'habillement de plusieurs milliers de nouveaux réfugiés. Elles permirent également le fonctionnement de centres pédiatriques et de cliniques externes qui assurèrent les soins à des prix symboliques.

**Les actions sociales courantes des Associations féminines.** L'on dénombre à présent 32 associations dans la localité de Jérusalem, 45 dans celle de Naplouse et 28 dans celle de Al-Khalil (Hébron). Il y en a plusieurs aussi dans le secteur de Gaza. Ces associations, soit entièrement féminines, soit mixtes, se voient astreintes à jouer un rôle de société de bienfaisance ou culturelle devant l'interdiction totale qui leur est faite d'entreprendre la moindre action politique.

Dans le domaine de l'éducation, les associations féminines s'occupent activement d'alphabétisation des adultes, de crèches, de jardins d'enfants et d'écoles. Dans celui de la formation professionnelle, elles organisent des cours dirigés vers les métiers traditionnellement féminins.(1)

Elles œuvrent également à la mise en valeur et la sauvegarde du patrimoine culturel en constituant des commissions chargées de l'étude de la société palestinienne et en organisant des manifestations folkloriques.

Elles s'occupent aussi des détenus et prisonniers politiques et des besoins de leurs familles, ainsi que des enfants de martyrs. On leur doit le projet de parrainage des orphelins et des actions en faveur des personnes âgées, des handicapés et des personnes en détresse.

**Les obstacles rencontrés.** L'action de ces organisations est entravée par de nombreux obstacles dressés arbitrairement contre elles par les autorités d'occupation. Celles-ci, par exemple, leur interdisent souvent d'effectuer des transferts de fonds dans les banques jordaniennes et se saisissent parfois des dons extérieurs. La tenue de colloques et de conférences culturelles est souvent interdite, de même les festivals et les kermesses destinés à recueillir des fonds, sous prétexte que ces manifestations revêtent un caractère politique. Tous les ouvrages détenus par ces associations et ayant un rapport quelconque avec la question palestinienne sont systématiquement confisqués.

**L'action politique.** Les manifestations de rue, l'un des moyens utilisés par les femmes pour lutter contre l'occupation, sont souvent réprimées avec violence par les forces de sécurité et de l'armée israélienne qui, pour les disperser, utilisent abondamment les grenades lacrymogènes, les lance-eau, les matraques et n'hésitent pas, parfois, à ouvrir le feu. C'est ainsi que déjà, en



*Ces femmes apparemment banales sont des Palestiniennes d'avant-garde avec leurs vêtements européens : la photo date des années 30. Leur voile traditionnel marque leur appartenance au mouvement nationaliste.*

février 1969, à Khan Younés, une dizaine de Palestiniennes ont été tuées et une soixantaine blessées par balles lors d'une manifestation qui regroupait environ 20 000 personnes et où les femmes occupaient le premier rang.

En dépit de cela, les manifestations populaires contre l'occupant n'ont cessé de s'amplifier.

Une autre forme de lutte consiste à organiser des « sit-in », dont le premier remonte à février 1969 à Jérusalem, au Saint-Sépulcre, époque où des femmes entreprirent une grève de la faim de trois jours en protestation contre les pratiques répressives des occupants et le massacre de Khan Younés.

Des femmes se sont également engagées dans les rangs des organisations de libération palestinienne, s'affranchissant par la même occasion des contraintes sociales dont elles étaient victimes.

Elles participèrent à des actions militantes. Ainsi Aida Saad qui fut condamnée à vingt ans de prison pour avoir lancé une grenade contre une patrouille israélienne, blessant trois soldats ; de même, Dalal Maghrebi qui participa à une action de commando en 1978 au nord de Tel Aviv, et Chadia Abou-Ghazaleh qui mourut au combat.

Notons que les militantes appartiennent à toutes les catégories sociales et professionnelles : étudiantes, enseignantes, infirmières, mères de famille, paysannes, ouvrières, écrivains, journalistes, artistes, etc. et que leur volonté

de résistance ne fléchit pas malgré la répression très dure dont elles sont victimes, telles la torture physique et psychique, la détention, l'emprisonnement, le dynamitage de leur maison, l'arrestation de membres de leur famille, l'assignation à résidence, etc. Dans les prisons, elles ont quelquefois recours aux grèves de la faim pour protester contre la torture qu'elles subissent et assurer leurs droits en tant que prisonnières politiques.

Souignons, pour terminer, la création, en 1965, à Jérusalem, de l'Union générale des Femmes Palestiniennes (UGFP), qui constitue l'organe féminin de l'OLP et regroupe toutes les associations féminines palestiniennes. L'UGFP fut naturellement interdite au lendemain de l'occupation israélienne des Territoires occupés en 1967 ; sa présidente, Issam Abdel Hadi, fut expulsée du pays avec d'autres militantes de l'Union. Toutefois, l'UGFP continue à mener ses activités politiques et humanitaires au sein des communautés palestiniennes résidant dans les pays arabes et siège dans les différentes instances de délibération de l'OLP.

La lutte est assurément longue et ardue, mais nous avons pleinement confiance qu'elle nous conduira un jour vers un avenir de justice et de paix.

**Maysoun Wahaydi**

*(Propos recueillis par Jean-François Legrain)*

(1) Voir *infra* l'article de Michèle Scrib, « Elles ont choisi la liberté ».